



DH-SYSC-II(2019)R7

20/09/2019

COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME

(CDDH)

COMITÉ D'EXPERTS SUR LE SYSTÈME
DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

(DH-SYSC)

**GROUPE DE RÉDACTION SUR LA PLACE DE LA CONVENTION
EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ORDRE
JURIDIQUE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL**

(DH-SYSC-II)

RAPPORT DE RÉUNION

7^e réunion

18 – 20 septembre 2019

Point 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX

1. Le Groupe de rédaction sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (DH-SYSC-II) a tenu sa 7^e et dernière réunion à Strasbourg du 18 au 20 septembre 2019. La liste des participants figure à l'Annexe I.
2. La Présidente, Mme Florence MERLOZ (France) ouvre la réunion qui est consacrée à l'examen, en vue de son adoption, de l'avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international.
3. Le Groupe adopte l'ordre du jour (voir l'Annexe II) et l'ordre des travaux (DH-SYSC-II(2019)OT3).

Point 2 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DE L'AVANT-PROJET DE RAPPORT DU CDDH SUR LA PLACE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ORDRE JURIDIQUE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

4. À la suite d'un débat d'ordre général, le Groupe procède à un examen de l'avant-projet du Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (document DH-SYSC-II(2019)43), préparé par plusieurs rapporteurs avec l'aide de plusieurs contributeurs, d'experts *ad-hoc* et du Secrétariat. Il convient d'un certain nombre d'amendements au projet de rapport à la lumière du débat et des commentaires écrits reçus de la part des délégations des États membres sur le projet de rapport (voir document DH-SYSC-II(2019)42rev).
5. Le Groupe adopte le texte des trois chapitres de son projet de rapport, ainsi que son Introduction et sa Conclusion.
6. La délégation de la République de Moldova fait une déclaration au sujet du paragraphe 187¹, indiquant que « La République de Moldova ne partage pas l'évaluation de la manière dont les faits étaient présentés dans ce paragraphe concernant les affaires *Ilaşcu* et *Catan*. » La délégation a déclaré qu'elle partage l'appréciation faite par la CEDH concernant l'influence décisive et le contrôle effectif appliqués dans les affaires *Ilaşcu* et *Catan*. (*traduction du Secrétariat*) La position exprimée par la délégation pour la formulation de ce paragraphe figure à l'Annexe III du présent rapport de réunion.
7. La délégation de la Fédération de Russie a fait une déclaration concernant le paragraphe 239², indiquant que « La Fédération de Russie regrette le manque de recommandations substantielles correspondant aux défis identifiés et propose de souligner la nécessité que la Cour, dans l'intérêt de préserver son autorité, applique de manière plus cohérente les règles pertinentes du droit international général, qui incluent celles codifiées

¹ Les numéros des paragraphes auxquels il est fait référence sont les numéros tels qu'ils figurent dans le document DH-SYSC-II(2019)43.

² Les numéros des paragraphes auxquels il est fait référence sont les numéros tels qu'ils figurent dans le document DH-SYSC-II(2019)43.

dans les AREFII. ». Elle a en outre fait une déclaration concernant le paragraphe 481³, indiquant que « La délégation russe regrette que les conclusions du rapport ne reflètent pas correctement les défis et les solutions identifiés et propose de souligner que la clarté et la cohérence dans l'application par la Cour des règles du droit international général sur la responsabilité des États revêt d'une grande importance pour les États parties. » Cette délégation considère que la nécessité de préserver l'autorité de la Cour est énoncée dans la Déclaration de Copenhague et dans le Rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la CEDH. Cette délégation a en outre indiqué que l'un des défis majeurs qui menacent l'autorité de la Cour réside dans la fragmentation du droit international due à l'application que fait la Cour de ses propres critères pour établir la juridiction, ainsi qu'à l'absence d'une distinction claire entre les notions de juridiction et de responsabilité dans les décisions de la Cour. Les textes proposés par la délégation pour la rédaction de ces paragraphes figurent à l'Annexe IV au présent rapport de réunion. (*traduction du Secrétariat*)

8. Comme l'avait demandé le Groupe⁴, le Secrétariat avait en outre rédigé un résumé du rapport. Étant donné la complexité des sujets traités, le Groupe n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur un texte du résumé dans le temps restant pour sa réunion, en dépit du fait qu'une majorité des délégations souhaiterait disposer d'un résumé du Rapport. La Présidente du DH-SYSC-II annonce qu'elle transmettra le projet de résumé, en tant que document distinct, rédigé sous la seule responsabilité du Secrétariat, non adopté par le Groupe et ne le liant en aucune manière, à la Présidente du DH-SYSC pour information.

9. Le Groupe considère qu'avec l'adoption de l'avant-projet de rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (document DH-SYSC-II(2019)R7 Addendum), il a rempli son mandat pour le biennium 2018-2019. Il se félicite de l'approche constructive adoptée par tous les membres tout au long de ses travaux en dépit de la complexité du sujet et des divergences dans les positions des délégations, et remercie vivement la Présidente du Groupe de rédaction pour la manière excellente dont les réunions ont été conduites. Le Groupe rend également hommage au travail approfondi des rapporteurs et du Secrétariat.

10. Le Groupe note que l'avant-projet de Rapport sera soumis au DH-SYSC pour examen et adoption éventuelle d'un projet de Rapport lors de sa réunion (15 au 18 octobre 2019) et ensuite au CDDH pour examen et adoption éventuelle du Rapport final lors de sa 92^e réunion (26 au 29 novembre 2019).

Point 3 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

11. Au terme de sa réunion, le Groupe adopte le présent rapport de réunion dans les deux langues officielles de l'Organisation.

* * *

³ Les numéros des paragraphes auxquels il est fait référence sont les numéros tels qu'ils figurent dans le document DH-SYSC-II(2019)43.

⁴ Voir document DH-SYSC-II(2019)R6, § 10.

Annexe I

Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

ARMENIA / ARMENIE

Ms Manushak ARAKELYAN, Acting Head of the Division of Multilateral International Treaties of the Department of International Treaties and Law of the Ministry of Foreign Affairs of Armenia

Mr Aram HAKOBYAN, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Armenia to the Council of Europe

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Stefanie DÖRNHÖFER, LL.M., Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice, Constitutional Service

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Ms Saadat NOVRUZOVA, Senior adviser, Human Rights Protection Unit, Department of Work with Law Enforcement Bodies, Administration of the President of the Republic of Azerbaijan

Ms Zhala IBRAHIMOVA, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Republic of Azerbaijan to the Council of Europe

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Belma SKALONJIĆ, Agent of the Council of Ministers, Government Agent before the ECtHR, Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Ms Svetlana STOYANOVA STAMENOVA, Attaché, Human Rights Directorate, Ministry of Foreign Affairs

CROATIA / CROATIE

Ms. Štefica STAŽNIK, Representative, Office of the Representative of the Republic of Croatia before the European Court of Human Rights

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHÉQUE

Mr Vladimír JANOUŠEK PYSK, Senior Ministerial Counsellor, Head of the Department for the Proceedings before the UN Treaty Bodies, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights

ESTONIA / ESTONIE

Ms Maris KUURBERG, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Foreign Affairs

FINLAND / FINLANDE

Ms Satu SISTONEN, Legal Officer, Ministry for Foreign Affairs, Legal Service, Unit for Human Rights Courts and Conventions

Ms Katja KUUPPELOMÄKI, Legal Officer, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs of Finland

FRANCE

Ms Florence MERLOZ, Sous-directrice des droits de l'homme, Direction des affaires juridiques, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Présidente du DH-SYSC-II

GEORGIA / GEORGIE

Ms Nana TCHANTURIDZE, Ministry of Justice of Georgia, Head of the Litigation Unit of the Department of State Representation to the International Courts

Mr Giorgi BAGDAVADZE, Ministry of Justice of Georgia, Specialist of the Department of State Representation to the International Courts

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Petra VIEBIG-EHLERT, Legal Advisor, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection

GREECE / GRÈCE

Ms Sofia KASTRANTA, Deputy Legal Counselor, Special Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

ITALY / ITALIE

Ms Maria Laura AVERSANO, Co-Agent of the Italian Government at the Ministry of Foreign Affairs

LATVIA / LETTONIE

Ms Kristīne LĪCIS, Representative of Latvia before European Court of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Andrei URSU, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Republic of Moldova to the Council of Europe

Mr Victor LĂPUȘNEANU, Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of the Republic of Moldova to the Council of Europe

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Clarinda COERT, Senior legal adviser human rights law, Legislation Department and Legal Affairs, Ministry of Justice and Security

Ms Babette KOOPMAN, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Foreign Affairs

NORWAY / NORVÈGE

Mr Morten RUUD, Special adviser, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Legislation Department

POLAND / POLOGNE

Mr Przemysław GUMIELA, Ministry of Foreign Affairs

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Mihail-Andreas MITOȘERIU, Secrétaire III, Direction de l'Agent Gouvernemental auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie

Ms Ileana POPESCU, Secretar I/Premier Secrétaire, Direction du droit international et du droit de l'Union Européenne, Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ms Olga ZINCHENKO, Attaché in the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Konstantin KOSORUKOV, Head of Division, Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Stanislav KOVPAK, Représentant du Ministère de la Justice de la Fédération de Russie, Représentation de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

Mr Vladislav ERMAKOV, Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

DH-SYSC-II(2019)R7

Mr Roman SEDOV, Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

SPAIN / ESPAGNE

Mr Alfonso BREZMES MARTÍNEZ DE VILLARREAL Co-Agent before the ECtHR, Senior State Attorney of the Constitutional Law & Human Rights Department, Ministry of Justice

SWEDEN / SUÈDE

Ms Katarina FABIAN, Deputy Director, Ministry for Foreign Affairs, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law

TURKEY / TURQUIE

Mr Müşerref YAKIŞIK, Rapporteur Judge, Ministry of Justice, Ankara

Ms Günseli GÜVEN, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Turkey to the Council of Europe

Mr Ahmet Metin GÖKLER, Justice Counsellor, Permanent Mission of the Republic of Turkey to the Council of Europe

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Chanaka WICKREMASINGHE, Agent of the UK before the European Court of Human Rights, Legal Counsellor, Foreign and Commonwealth Office

OBSERVERS / OBSERVATEURS

HOLY SEE / SAINT SIÈGE

Mr Grégor PUPPINCK

Mme Giorgia BALDINO, Stagiaire

SECRETARIAT

**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'homme et Etat de droit
Council of Europe / Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

**Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération
intergouvernementale en matière de droits de l'Homme**

Mr Alfonso DE SALAS, Head of Division / Chef de Division, Secretary of the CDDH / Secrétaire du CDDH

Ms Dorothee VON ARNIM, Head of the Unit on the system of the European Convention on Human Rights / Chef de l'Unité sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme, Secretary of the DH-SYSC-II / Secrétaire du DH-SYSC-II

Ms Elisa SAARI, Assistant Lawyer / Juriste assistante

Ms Susanne ZIMMERMANN, Administrative Assistant / Assistante administrative

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Chloé CHENETIER
Ms Sara WEBSTER
Ms Lucie DE BURLET
Mr Didier JUNGLING

* * *

Annexe II**Ordre du jour**

	Documents de référence concernant tous les points à l'ordre du jour
DH-SYSC(2018)01	Extrait du mandat donné par le Comité des Ministres au CDDH concernant les travaux du DH-SYSC pendant le biennium 2018–2019 et extraits pertinents des rapports de réunion du CDDH
DH-SYSC-II(2017)002	Contexte des travaux du DH-SYSC-II sur le futur Rapport du CDDH
CDDH(2019)R91	Rapport de la 91 ^e réunion du CDDH (18–21 juin 2019)
DH-SYSC-II(2019)R6	Rapport de la 6 ^e réunion du DH-SYSC-II (22–24 mai 2019)
DH-SYSC-II(2019)R5	Rapport de la 5 ^e réunion du DH-SYSC-II (5–8 février 2019)
CDDH(2018)R90	Rapport de la 90 ^e réunion du CDDH (27–30 novembre 2018)
DH-SYSC-II(2018)R4	Rapport de la 4 ^e réunion du DH-SYSC-II (25–28 septembre 2018)
CDDH(2018)R89	Rapport de la 89 ^e réunion du CDDH (19–22 juin 2018)
DH-SYSC-II(2018)R3	Rapport de la 3 ^e réunion du DH-SYSC-II (3–5 avril 2018)
CDDH(2017)R88	Rapport de la 88 ^e réunion du CDDH (5–7 décembre 2017)
DH-SYSC(2017)R4	Rapport de la 4 ^e réunion du DH-SYSC (9–10 novembre 2017)
DH-SYSC-II(2017)R2	Rapport de la 2 ^e réunion du DH-SYSC-II (20–22 septembre 2017)
CDDH(2017)R87	Rapport de la 87 ^e réunion du CDDH (6–9 juin 2017)
DH-SYSC(2017)R3	Rapport de la 3 ^e réunion du DH-SYSC (10–12 mai 2017)
DH-SYSC-II(2017)R1	Rapport de la 1 ^e réunion du DH-SYSC-II (30–31 mars 2017)
CDDH(2015)R84 Addendum I	Rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la Convention européenne des droits de l'homme
	Déclaration de Copenhague
CDDH(2015)004	Déclaration de Bruxelles
CDDH(2012)007	Déclaration de Brighton
CDDH(2011)010	Déclaration d'Izmir
CDDH(2010)001	Déclaration d'Interlaken

DH-SYSC(2016)009	Décisions adoptées lors de la 1252 ^e réunion des Délégués des Ministres sur le rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la Convention européenne des droits de l'homme (30 mars 2016)
CM/Res(2011)24	Résolution du Comité des Ministres CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
	POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX
DH-SYSC-II(2019)OJ3	Projet d'ordre du jour
DH-SYSC-II(2019)OT3	Projet d'ordre des travaux
	POINT 2 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DE L'AVANT-PROJET DE RAPPORT DU CDDH SUR LA PLACE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ORDRE JURIDIQUE EUROPEEN ET INTERNATIONAL
DH-SYSC-II(2019)41	Avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international
DH-SYSC-II(2019)42rev (Bilingue)	Commentaires sur l'Avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international, en vue de la 7 ^e réunion du DH-SYSC-II
DH-SYSC-II(2019)43	Avant-projet de rapport révisé du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international, tel que modifié à la lumière des commentaires écrites des experts en vue de la 7 ^e réunion du DH-SYSC-II
CDDH(2019)R91Addendum 7	Projets de chapitres du futur Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international adoptés provisoirement par le CDDH lors de sa 91 ^e réunion (18–21 juin 2019)
DH-SYSC-II(2018)24rev (extraits) (disponible en anglais uniquement)	Projet de chapitre révisé du Thème 1, sous-thème ii) : Responsabilité des Etats et extraterritorialité de la Convention européenne des droits de l'homme) (extraits et commentaires des États membres)
	POINT 3 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

* * *

Annexe III**Position exprimée par la République de Moldova, lors de la 7^e réunion du DH-SYSC-II, concernant la formulation du paragraphe 187⁵ du projet de Rapport****La République de Moldova propose le texte suivant : (*uniquement en anglais*)**

187. Several other judgments further developed the scope of the States' jurisdiction where they were found to have effective control of an area and in particular in cases where that control was found to be exercised not directly, but through a subordinate administration. In several cases concerning the existence, within the territory of a Contracting State, of an entity which is not recognised by the international community as a sovereign State, with the support of the respondent State, the Court had not only had regard to the strength of the State's military presence in the area. In *Ilaşcu* the Court did not require effective control, considering "decisive influence" to be a sufficient requirement for establishing jurisdiction. In *Catan*, even though no direct involvement of the agents of the respondent State was established [insert footnote: reference to paragraph 177 of the current report], the Court nevertheless concluded that the respondent State exercised "effective control and decisive influence" over the separatist administration, which was found to continue in existence "only because of Russian military, economic and political support".⁶

Nevertheless, it is to be noted that the development of the Courts' assessment from *Ilaşcu* case to *Catan* case occurred due to the changes of the situation in the transnistrian region of the Republic of Moldova which took place after the events described in *Ilaşcu*. In *Catan*, the Court explained the way in which the respondent state (Russian Federation) transformed its decisive influence in the transnistrian region through all of its means of support (military, economic and political) to the separatist regime, which determined not just a decisive influence but an effective control.

[...]

⁵ *Note par le Secrétariat* : Le numéro du paragraphe auquel il est fait référence est le numéro tel qu'il figure dans le document DH-SYSC-II(2019)43.

⁶ *Catan and Others*, cited above, § 122.

Annexe IV

Position exprimée par la Fédération de Russie, lors de la 7^e réunion du DH-SYSC-II, concernant la formulation des paragraphes 239 et 481⁷ du projet de Rapport

(uniquement en anglais)

The Russian delegation regrets the lack of substantive recommendations corresponding to the challenges identified in the report. The need to preserve the authority of the Court was enshrined in the Copenhagen Declaration⁸ and in the report of the CDDH on the longer-term future of the system of the ECHR⁹. The Russian Federation considers it an important issue that must be reflected in the concluding part of this chapter. One of the key challenges that threaten the authority of the Court lies in fragmentation of international law due to application by the Court of its own requirements for establishing jurisdiction¹⁰ and lack of clear distinction between jurisdiction and responsibility in the Court's decisions.¹¹ This approach goes against the rules of general international law and practice of other international courts, including the ICJ. Therefore the Russian Federation suggests that paras.239 and 481 be strengthened by referencing the need that the Court, in the interest of preserving its authority, more consistently applied relevant rules of general international law, including those codified in the ARSIWA.

La délégation de la Fédération de Russie propose le texte suivant : (uniquement en anglais)

239. Apparent inconsistencies in the Court's interpretation of "jurisdiction" will result in unpredictability and uncertainty among the States as to how their actions might be qualified by the ECtHR. Providing legal certainty is central to the legitimacy of the ECtHR and the maintenance of its effectiveness and authority as an independent and competent judicial institution. In view of the foregoing, and in order to avoid a risk of fragmentation of the international legal order, as well as in the interest of preserving the authority of the Court's decisions, it would be desirable if the Court more consistently applied relevant rules of general international law, including those codified in ARSIWA in cases concerning attribution of conduct to the respondent State before it.

481. Legal certainty as regards the applicable rules concerning the interpretation of the ECHR, and its relationship with other rules of international law, for example international humanitarian law, as well as clarity and consistency in the application by the Court of general rules of international law on state responsibility, is of great importance for the States Parties. As the ECtHR itself found on many occasions, as follows from Article 31 § 3 (c) of the 1969 Vienna

⁷ *Note par le Secrétariat* : Le numéro du paragraphe auquel il est fait référence est le numéro tel qu'il figure dans le document DH-SYSC-II(2019)43.

⁸ "The quality and in particular the clarity and consistency of the Court's judgments are important for the authority and effectiveness of the Convention system" (par.27 of the Declaration).

⁹ "While acknowledging that the interpretation of the Convention is a prerogative of the Court itself, the CDDH noted that an interpretation of the Convention which is at odds with other instruments of public international law (such as international humanitarian law) could have a detrimental effect on the authority of the Court's case law and the effectiveness of the Convention system as a whole." (par.186 of the CDDH report); "The authority of the Court is vital for its effectiveness and for the viability of the Convention system as a whole. These are contingent on the quality, cogency and consistency of the Court's judgments, and the ensuing acceptance thereof by all actors of the Convention system, including governments, parliaments, domestic courts, applicants and the general public as a whole." (par. 195(ii) of the CDDH report).

¹⁰ See, *inter alia*, paras. 187, 190, 232 of the draft report.

¹¹ See, *inter alia*, paras. 144, 189, 238, 480 of the draft report.

Convention on the Law of Treaties, the ECHR cannot be interpreted in a vacuum and should as far as possible be interpreted in harmony with other rules of international law of which it forms part, including those relating to the international protection of human rights.